

Représentant l'Autorité de gestion
déléguée (Préfet de région) :

DIRECCTE Grand Est - siège
6 Rue Gustave Adolphe Hirn
67085 - STRASBOURG CEDEX

Programme Opérationnel National

2014-2020

Fonds Social Européen (FSE)

Appel à projets

-publié le 04/07/2019,

-modifié par avenant le 8 novembre 2019

Avenant N°2 modifiant

- la date limite de dépôt des demandes (Page 2)
- le contexte de l'avenant n°2 (page 6)
- l'état d'avancement de la programmation (page 6)
- la durée et la période de réalisation (page 7)

-

**Axe 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs
d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités
professionnelles et développer l'entrepreneuriat**

Règles de dépôt des demandes FSE

Au titre de 2019-2020-2021 :

- Date d'ouverture du dépôt : 01/07/2019
- Date-limite du dépôt des candidatures : 30/09/2020

La demande de concours est dématérialisée ; elle est obligatoirement à remplir et à déposer
sur le site Ma Démarche FSE

(entrée « *programmation 2014-2020* »)

https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html

Choisir la région administrative en fonction de l'impact de réalisation du projet :

- Impact sur le territoire alsacien : choisir « Alsace »
- Impact sur le territoire champ'ardennais : choisir « Champagne-Ardenne »
- Impact sur le territoire lorrain : choisir « Lorraine »

A partir du moment où vous avez déposé un dossier de demande FSE pour une opération ayant déjà débuté, vous êtes tenu de mettre, dès lors, en oeuvre les obligations communautaires liées au respect de la publicité sur tous les documents de réalisation de votre projet (annexe B) ainsi que de remplir le questionnaire Entrée-sortie des participants de votre opération (annexe D), de tracer vos réalisations.

Ces points seront vérifiés dès l'instruction et peuvent potentiellement bloquer le conventionnement.



Ces projets sont cofinancés
par le Fonds social européen
dans le cadre du programme
opérationnel national
« Emploi et Inclusion »
2014-2020

Sommaire

Cadre d'intervention et détail des différents axes du Programme opérationnel

Annexe A commune aux appels à projets – Informations communes à tous les appels à projets

Annexe B commune aux appels à projets – Charte graphique

Annexe C commune aux appels à projets – Aide à la justification des dépenses : liste des pièces justificatives attendues a minima au bilan (3 documents)

Annexe D commune aux appels à projets – Suivi des participants

Annexe E commune aux appels à projets – Résumé du guide « Gestion des dossiers de demande de subvention » (document régional)

Annexe F commune aux appels à projet – Fiche pré-projet dédiée aux nouveaux porteurs

Annexe G : modèle de lettre de mission

En présentant un dossier de demande de subvention FSE, le porteur s'engage à respecter strictement les modalités de gestion du FSE détaillées dans ces annexes.

Textes de référence :

- ⇒ Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP, portant dispositions générales applicables au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion et au FEAMP, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- ⇒ Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil ;
- ⇒ règlement (UE, Euratom) n°966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union
- ⇒ règlement (UE) n°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général, le cas échéant ;
- ⇒ règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis, le cas échéant ;
- ⇒ règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne
- ⇒ régime exempté SA40207 (aides à la formation) adopté sur la base du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 107 et 108 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;
- ⇒ régime exempté SA40453 (aides en faveur des PME) adopté sur la base du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 107 et 108 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie) ;
- ⇒ Programme Opérationnel National du fonds social européen adopté le 10 octobre 2014
- ⇒ règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- ⇒ décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, le cas échéant ;
- ⇒ décision de la Commission européenne du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 portant orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses cofinancées par les fonds structurels et le fonds de cohésion lors du non-respect des règles en matière de marchés publics ;
- ⇒ code de la commande publique ;
- ⇒ loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
- ⇒ loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- ⇒ décret n°2019-225 du 22 mars 2019 modifiant le décret n°2019-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- ⇒ arrêté du 22 mars 2019, pris en application du décret n°2019-225 du 22 mars 2019 modifiant le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020. ;
- ⇒ arrêté du 1er avril 2016 relatif à la forfaitisation des dépenses indirectes des opérations recevant une participation du Fonds social européen et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes au titre des programmes opérationnels nationaux ou régionaux mobilisant des crédits FSE ;
- ⇒ accords sur les lignes de partage entre les Programmes Opérationnels régionaux des fonds européens gérés par les Conseils régionaux d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine et les 3 volets déconcentrés des PO nationaux FSE et IEJ gérés par l'Etat.

CADRE D'INTERVENTION

Axe 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat

OBJECTIF THEMATIQUE 8 - PROMOUVOIR UN EMPLOI DURABLE ET DE QUALITE ET SOUTENIR LA MOBILITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

...p.8

Priorité d'investissement 8.1 - l'accès à l'emploi pour les demandeurs d'emploi et les personnes inactives, notamment les chômeurs de longue durée et les personnes qui se trouvent les plus éloignées du marché du travail, également grâce à des initiatives locales en faveur de l'emploi et au soutien à la mobilité professionnelle

...p.8

- **Objectif spécifique unique** - Augmenter le nombre de participants D.E ou inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite et les parents étant ou ayant en congé parental et/ou bénéficiaires ou ayant été bénéficiaires d'un CLCA/PréParee

...p.8

Priorité d'investissement 8.3 - l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises, y compris les micros, petites et moyennes entreprises innovantes

...p.11

- **Objectif spécifique 1** - Augmenter le nombre de créateurs ou de repreneurs accompagnés et consolider les structures dans la durée
- **Objectif spécifique 2** - Renforcer et mutualiser les pratiques d'accompagnement des créateurs et des repreneurs pour en améliorer la qualité

...p.11

...p.14

Priorité d'investissement 8.7 - la modernisation des institutions du marché du travail, telles que les services publics et privés de l'emploi, de façon à mieux répondre aux besoins du marché du travail, y compris par des actions visant à améliorer la mobilité professionnelle transnationale ainsi qu'en faisant appel à des programmes de mobilité et à une meilleure coopération entre les organismes et les parties prenantes concernées

...p.16

- **Objectif spécifique 1** - Expérimenter de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises
- **Objectif spécifique 2** - Augmenter le nombre de conseillers formés à de nouveaux services et aux nouvelles modalités d'accompagnement

...p.16

...p.18

OBJECTIF THEMATIQUE 10 - INVESTIR DANS L'EDUCATION, LA FORMATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR L'ACQUISITION DE COMPETENCES ET L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

...p.21

Priorité d'investissement 10.1 - Réduction et prévention du décrochage scolaire et promotion de l'égalité d'accès à des programmes de développement pour la petite enfance ainsi qu'à un enseignement primaire et secondaire de qualité comprenant des parcours d'apprentissage formels, non formels et informels permettant de réintégrer les filières d'éducation et de formation

...p.21

- **Objectif spécifique unique** - Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention du décrochage scolaire

...p.21

DIAGNOSTICS ET OBJECTIFS REGIONAUX :

➤ *Stratégie d'intervention du FSE :*

La stratégie d'intervention du FSE pour 2014-2020 s'inscrit dans le contexte d'une crise économique et sociale majeure.

L'action du fonds vise ainsi, tout à la fois, à corriger les déséquilibres structurels du marché du travail français et à affronter les conséquences de difficultés sociales accrues, engendrées par la crise.

Le FSE est aussi un outil pour préparer l'avenir, permettant d'anticiper et de gérer les mutations économiques, de renforcer les compétences et l'employabilité des salariés et la sécurisation de leurs parcours professionnels, tout en mobilisant les PME au service de l'emploi.

La présentation de la stratégie s'appuie, en premier lieu, sur le diagnostic du marché du travail français, en insistant sur les points de fragilité autour desquels l'intervention sera construite. En second lieu, seront présentés les principaux défis stratégiques identifiés. Ces défis s'inscrivent dans les priorités de la stratégie U.E 2020 et du programme national de réforme français 2013. Ils ne se confondent, cependant, pas avec toutes les ambitions de la politique de droit commun de l'emploi et de l'inclusion, à laquelle ils doivent apporter une contribution spécifique et une valeur ajoutée.

La stratégie retenue pour le programme opérationnel national du fonds social européen pour l'emploi et l'inclusion en Métropole repose sur le choix de trois axes stratégique d'intervention complétés d'un axe dédié à l'assistance technique:

- Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat (axe 1)
- Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels (axe 2)
- Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion (axe 3)

La mobilisation du FSE doit répondre à six défis principaux :

Défi 1 : contribuer à la personnalisation accrue de l'offre de services en direction des demandeurs d'emploi, particulièrement pour les publics qui en ont le plus besoin via, notamment, des modalités d'intervention spécifiques et des approches innovantes.

Défi 2 : améliorer l'accompagnement des jeunes, en particulier, ceux qui sont le plus exposés au risque de chômage, pour faciliter leur accès à l'emploi

Défi 3 : développer l'emploi et les compétences pour faire face aux mutations et contribuer à la sécurisation des trajectoires professionnelles

Défi 4 : promouvoir le vieillissement actif via le maintien et le retour à l'emploi des seniors

Défi 5 : renforcer l'inclusion active pour lutter contre la précarité et la pauvreté

Défi 6 : Développer les projets d'innovation sociale créateurs d'emplois et de cohésion sociale

➤ *Contexte régional sur le périmètre de gestion de la zone Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne :*

Au 2^{ème} trimestre 2018, le taux de chômage dans la région Grand Est est de 8,6%, en baisse de 0,2 points par rapport au trimestre précédent. Le taux est inférieur de 0.1 point à celui de la France métropolitaine. Selon les départements, le taux varie de 7,6% à 11,3%, le plus faible étant détenu par le Bas-Rhin et le plus élevé par l'Aube. En évolution annuelle, le taux régional baisse de 0.7 points. Cette baisse est la plus forte en Moselle et la plus faible en Meuse.

Au 1^{er} trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emplois (DE) tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 277 980 personnes. Sur ce trimestre, le nombre de DE en catégorie A diminue davantage chez les hommes (-1.8%) que chez les femmes (-0,8%). Le nombre de DE est de 143 420 hommes et 134 560 femmes. Les personnes de moins de 25 ans représentent 37 930 jeunes. Les plus de 50 ans représentent 78080 personnes.

Sur le 1^{er} trimestre 2019, le nombre de chômeurs de longue durée en catégorie A, B et C diminue de 0.4%.

Ces sources proviennent de l'INSEE, de la DR Pôle Emploi Grand Est et de la Direccte Grand Est.

Contexte de l'avenant n°2: La période de crise sanitaire due au COVID 19 amène un double effet sur les opérations cofinancées par le FSE, et ce pour l'ensemble des publics cibles, qu'il s'agisse des demandeurs d'emploi, des inactifs, des salariés et autres actifs occupés et jeunes décrocheurs de l'éducation nationale.

- D'une part, les mesures de confinement ont impliqué un ralentissement dans l'intensité de la mise en œuvre des parcours d'accompagnement ou de formation, même si la majorité des opérateurs s'est engagée dans un processus de maintien d'activité ;

- D'autre part, même si l'impact de la période actuelle sur le contexte socioéconomique est difficile à prévoir précisément, il est aisé d'anticiper une augmentation des besoins pour l'ensemble de ces publics cibles.

En outre, le fonds social européen est essentiellement mis en œuvre par des structures fragilisées par les mesures de confinement et qui ont besoin d'obtenir une visibilité de moyen terme : si le FSE vise avant tout à accompagner les publics cibles définis par les PO, la solidité financière à moyen terme de ces acteurs est également une priorité.

Par ailleurs, les travaux européens relatifs à la prochaine période de programmation sont en cours et la Commission devrait rapidement faire de nouvelles propositions, notamment sur le sujet de l'articulation des deux périodes de programmations des fonds structurels. D'ores et déjà, les mesures adoptées dans le cadre de l'initiative d'investissement en réponse à la crise (CRII) prévoient une extension de la période de réalisation et de remontées des dépenses de la période actuelle

➤ ***Etat d'avancement de la programmation de l'axe 1 en Grand Est (Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne) :***

Le présent appel à projets vise exclusivement l'axe 1 - Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat. Les autres axes font l'objet d'appel à projets indépendants.

En date du 11 mai 2020, les appels à projets successifs de l'axe 1 sur les 3 volets de gestion ont mobilisé :

- En Champagne-Ardenne : 1,873 M€,
- En Alsace : 2,439 M€,
- En Lorraine : 7,425 M€.

Au regard des crédits encore disponibles dans chaque ancienne région, le service FSE attire l'attention des porteurs sur le fait qu'un dépôt de dossier ne garantit pas forcément un financement FSE, les dossiers feront l'objet d'une sélection par rapport à leur pertinence et leur date de dépôt. Seront recherchés dans le cadre du présent appel à projets les dossiers qui prévoient un volume de personnes accompagnées important. L'autorité de gestion déléguée privilégiera les dossiers d'assistance aux personnes.

➤ **Critères de sélection communs à l'axe 1 sur les 3 périmètres de gestion Alsace - Lorraine - Champagne-Ardenne :**

Les principes directeurs de sélection *a minima* des dossiers sont les suivants :

- L'effet levier et le lien direct avec l'emploi ;
- la logique de projet (stratégie, objectifs mesurables, moyens, résultats mesurables), la capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet ;
- l'opportunité du projet par rapport aux autres projets déjà sélectionnés dans les autres régions et/ou au niveau national ;
- la valeur ajoutée apportée par le cofinancement FSE à l'opération, entre autre par rapport aux politiques de droit commun (l'innovation sera privilégiée : nouvelle opération, augmentation du nombre de participants, création de supports complémentaires, ...) ;
- la qualité du diagnostic et du descriptif de l'opération qui devront être précis et détaillés dans la demande de concours, tant sur les objectifs à atteindre que sur les moyens opérationnels mobilisés à cette fin ;

- vérification sera faite de l'adéquation entre les moyens humains mobilisés et les résultats attendus (capacité opérationnelle et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la faisabilité de l'opération ;
- le respect des seuils minimums de cofinancement FSE fixés pour chaque priorité d'investissement ;
- un coût raisonnable par participant afin d'atteindre au mieux les objectifs de performance ;
- la prise en compte des principes horizontaux ;
- la tenue d'une comptabilité analytique, ou du moins une comptabilité permettant à l'opérateur d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération FSE ;
- la capacité financière de l'opérateur à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de l'aide FSE ;
- la capacité de l'opérateur à suivre l'opération cofinancée par le FSE ;
- la capacité de l'opérateur à respecter les procédures d'achats et de mise en concurrence ;
- la capacité de l'opérateur à anticiper les obligations communautaires en termes de publicité et de suivi des participants ;
- le recours aux outils de forfaitisation des coûts est fortement incité ;
- *la durée des opérations sera au minimum de 12 mois et au maximum de 36 mois ; la temporalité des projets sera appréciée au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions (viabilité du calendrier de réalisation). La période de réalisation des opérations sera comprise entre le 01/01/2019 et le 31/12/2021. Les besoins de cofinancement au titre de l'exercice 2021 des conventions déjà signées pourront faire l'objet d'un examen dans le cadre d'un avenant aux opérations conventionnées sans toutefois dépasser 36 mois.*

L'objectif du FSE est de concentrer le fonds sur les actions du projet stricto-sensu, non sur des frais de structure et sur les groupes-cible du programme opérationnel ; par conséquent, des règles particulières sont appliquées à tous les dossiers sélectionnés :

Les dépenses directes de personnels :

Plafond de prise en charge des rémunérations dans le coût total du projet cofinancé par le FSE

Plafonnement : Le plafond maximum de rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FSE est fixé à 90 000€ de salaire annuel brut chargé. Bien entendu, les structures concernées demeurent libres de fixer des rémunérations comme elles le souhaitent, mais les montants correspondant au dépassement du plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FSE.

Inéligibilité des fonctions dites de support au sein du poste de dépenses directes de personnel

Les salaires des employés affectés à des fonctions « support » (assistant, secrétaire, comptable) ou des fonctions managériales (directeur-trice) sont inéligibles au sein du poste de dépenses directes de personnel et doivent être qualifiés de dépenses indirectes de fonctionnement, couvertes par la forfaitisation.

Plancher fixé à 10% du taux d'affectation des intervenants opérationnels sur l'opération

Seule l'activité du personnel permanent intervenant directement sur le projet **égale ou supérieure à 10%** (par personne) pourra être valorisée comme dépense directe de personnels dans le plan de financement.

Avec la demande FSE, il est demandé *a minima* une lettre de mission obligatoire pour ces personnels listant les activités propres à l'action cofinancée, la durée d'intervention, le rattachement à l'opération FSE et la quotité de temps de travail allouée à l'action.

Au CSF, s'il est constaté que le temps passé sur l'opération est inférieur au taux d'affectation de 10%, la dépense est écartée du poste de dépense directe de personnels et basculé sur le forfait comprenant les dépenses indirectes s'il est prévu.

Les dépenses directes de fonctionnement :

Requalification ou exclusion de dépenses directes de fonctionnement en fonction de leur affectation

Dans le cadre du présent appel à projets seules les dépenses imputables à 100% sur l'opération sont acceptées au titre des « dépenses directes de fonctionnement ».

Restauration :

Plafonnement : Dans le cas où le bénéficiaire en sollicite le remboursement au coût réel, les dépenses de restauration sont plafonnées à 15,25€ par repas et par personne affectée directement à l'opération.

Exclusion : Les dépenses de boissons alcoolisées sont exclues de tout cofinancement FSE.

Hébergement :

Plafonnement : Les dépenses directes d'hébergement, en lien avec le projet conventionné, pourront être prises en compte sur justificatifs dans la **limite de**

-70 € par nuit (petit-déjeuner compris) pour la province,

-90 € par nuit (petit-déjeuner compris) pour les plus grandes villes de France (Strasbourg, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Aix en Provence, Toulouse, Nice, Nantes, Rennes) et les communes de la métropole du Grand Paris et

-110 € par nuit (petit déjeuner compris) pour la commune de Paris.

Le plafonnement ne dispense pas le bénéficiaire de présenter les pièces justificatives de dépenses.

Déplacement :

Les dépenses de type « Taxi » sont exclues de tout cofinancement FSE.

Les dépenses en nature :

Plafond de prise en charge des valorisations des bénévoles

La valorisation des bénévoles doit être réalisée uniquement pour des personnes non salariées. Les « dépenses » de bénévolat sont valorisées et plafonnées au SMIC horaire en vigueur. La valorisation de ce type de dépense sera exceptionnelle en raison de la nature des projets présentés.

Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense ne produisant pas d'effet direct sur les publics cibles ou sur l'objectif de l'opération.

OBJECTIF THEMATIQUE 8 - PROMOUVOIR UN EMPLOI DURABLE ET DE QUALITE ET SOUTENIR LA MOBILITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Priorité d'investissement 8.1 - l'accès à l'emploi pour les demandeurs d'emploi et les personnes inactives, notamment les chômeurs de longue durée et les personnes qui se trouvent les plus éloignées du marché du travail, également grâce à des initiatives locales en faveur de l'emploi et au soutien à la mobilité professionnelle

► **Objectif spécifique unique (réf : 1.8.1.1) - Augmenter le nombre de participants demandeurs d'emploi ou inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite et les parents étant ou ayant en congé parental et/ou bénéficiaires ou ayant été bénéficiaires d'un complément de libre choix d'activité (CLCA) ou la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PréParee)**

Situation de référence :

Les acteurs du service public de l'emploi doivent renforcer la personnalisation de l'accompagnement des demandeurs d'emploi (DE). Il s'agit d'adapter le service offert au niveau de difficultés rencontrées par le DE...

Le FSE y contribue :

- en mettant en place des modalités spécifiques d'intervention (services et prestations pour l'accès à la formation et à l'emploi) ;
- en privilégiant certains publics en fonction des besoins identifiés : jeunes, seniors, femmes sortant du CLCA, chômeurs récurrents et chômeurs en activité réduite subie ;
- en développant des opportunités d'emploi, notamment par l'appui à la mobilité géographique, y compris au-delà des frontières.

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a atteint 24,4% en 2012, contre 22,8% en 2011¹. Les jeunes peu ou pas qualifiés sont plus particulièrement touchés : 45,7% d'entre eux sont sans emploi un à quatre ans après la sortie du système scolaire contre 19,1 % pour l'ensemble des jeunes.

Pour ce public, les recommandations européennes et les orientations nationales proposent de développer des mesures d'activation qui combinent accompagnement personnalisé et méthodes d'intermédiation vers l'emploi.

Il s'agit de proposer aux jeunes des outils et solutions adaptés à leur situation et à leur parcours, en développant les opportunités de formation, d'immersion et de mise en situation professionnelle. Ces solutions constituent un support privilégié pour valider un projet, bâtir une expérience, et développer son réseau. La réalisation de cet objectif passe par la consolidation et l'enrichissement des partenariats avec les employeurs.

Ces interventions concerneront toutes les régions et toute la durée de la programmation 2014-2020.

Enfin, le dispositif «Garantie Jeunes », issu du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale a été créée, et vise à apporter aux jeunes les plus vulnérables des solutions de réinsertion professionnelles adaptées. Cette garantie jeune, en place depuis le 2ème semestre 2013, doit devenir le dispositif central de réinsertion des jeunes les plus isolés et éloignés du marché du travail. Il s'adresse à des jeunes âgés de 18 à 25 ans ni étudiants, ni en formation, ni en emploi, qui se trouvent en rupture familiale et dans une situation de grande précarité. Il correspond à une stratégie de « l'emploi d'abord » (work first) en proposant de construire des parcours d'insertion socioprofessionnelle sécurisés qui permettent l'accès à une pluralité d'expériences et de formation en vue de faire émerger, de concrétiser ou de consolider un projet professionnel. Il repose sur un accompagnement individuel et collectif du jeune confié aux missions locales, et sur une garantie de ressources.

Conclue sous la forme d'un contrat d'engagements réciproques entre un jeune bénéficiaire et une mission locale pour une durée d'un an, pouvant faire l'objet d'un renouvellement.

¹ Source : Eurostat, Tsdec460, France, 01/07/2014

Changements attendus :

- Augmenter le nombre de demandeurs d'emploi et d'inactifs accompagnés via un accompagnement personnalisé et donc à travers des services et des prestations adaptés à leur situation ;
- Concentrer les efforts sur ceux qui en ont le plus besoin.

Types d'actions à financer

a) L'accompagnement personnalisé à la recherche d'emploi :

- Premier accueil, entretien d'inscription, diagnostic personnalisé, appui à la construction d'un projet professionnel, élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action, suivi et accompagnement adapté, mobilisation des dispositifs d'adaptation et ou de qualification..., afin de créer une dynamique vers l'emploi partagée entre le conseiller et la personne ;
- Appui intensif dans la stratégie de recherche d'emploi : définition d'une stratégie pertinente d'accès à l'emploi au regard des caractéristiques du marché du travail, appropriation de techniques de recherche d'emploi, prospection intensive, collective, le cas échéant, valorisation des atouts et des acquis professionnels...
- Actions de suivi dans la formation et dans l'emploi, le cas échéant, mise en œuvre de démarches de médiation, pour sécuriser et pérenniser le recrutement et recours au tutorat et au parrainage.

Territoires spécifiques visés par ces actions : territoire d'Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne

Bénéficiaires visés par ces actions : service public de l'emploi entendu au sens large et tout acteur du placement. Pôle Emploi est exclu du présent appel à projets, étant géré par le volet national du PON FSE.

Principaux groupes cibles visés par ces actions : les demandeurs d'emploi et les inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite, les personnes handicapées et les parents étant ou ayant en congé parental et/ou bénéficiaires ou ayant été bénéficiaires d'un complément de libre choix d'activité (CLCA) ou la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PréParee)

Montant minimum de l'aide FSE par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Alsace et Champagne-Ardenne

Taux de financement FSE maximum : 60% des dépenses totales en Lorraine

b) L'aide à la mobilité géographique :

- Aide à la mobilité dans les cas où celle-ci constitue un frein à l'accès à l'emploi : élaboration de démarches territoriales de soutien à la mobilité dans le sens d'une réflexion partenariale et d'une mutualisation des moyens facilitant la mobilité dans le cadre des parcours d'accompagnement (mise à disposition de moyens de transport, covoiturage...). Remarque : le FSE n'a pas vocation à financer l'achat de véhicule ou le financement de permis de conduire ;

Rq : dans le cadre de projets d'assistance aux personnes, le projet ne peut pas se limiter à de l'aide à du déplacement de participants à des fins d'insertion professionnelle stricto-sensu, il convient d'insérer dans l'opération une phase d'accompagnement individuel du participant, capable de constater un changement de statut du participant entre son entrée dans le dispositif cofinancé et sa sortie, l'accompagner vers une sortie positive, soit l'emploi ou la formation étant l'objectif de réalisation visé.

- Accompagnement de la mobilité transnationale et transfrontalière des demandeurs d'emploi dont EURES (European Employment Services), permettant notamment d'informer, de guider et de conseiller les demandeurs d'emploi sur les débouchés, les opportunités d'emploi, les conditions de vie et de travail dans l'espace économique européen ;

Territoires spécifiques visés par ces actions : territoires d'Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne

Bénéficiaires visés par ces actions : service public de l'emploi entendu au sens large et tout acteur du placement, entreprises, collectivités territoriales, partenaires sociaux, ARACT, Centre d'information des femmes et des familles (CIDFF)... Pôle Emploi est exclu du présent appel à projets, étant géré par le volet national du PON FSE.

Principaux groupes cibles visés par ces actions : les demandeurs d'emploi et les inactifs les demandeurs d'emploi et les inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite, les personnes handicapées et les parents étant ou ayant en congé parental et/ou bénéficiaires ou ayant été bénéficiaires d'un complément de libre choix d'activité (CLCA) ou la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PréParee)

Montant minimum de l'aide FSE par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Alsace et Champagne-Ardenne

Taux de financement FSE maximum : 60% des dépenses totales en Lorraine

Critères de sélection spécifiques :

Les opérations soutenues au titre de cette priorité d'investissement seront appréciés au regard de :

- La contribution aux différents objectifs spécifiques définis ;
- La prise en compte de la priorité donnée à la personnalisation de l'offre de services ;
- La prise en compte de la dimension partenariale ;
- La capacité à impliquer ou encourager la participation des publics accompagnés ;
- S'agissant plus particulièrement des actions en faveur des jeunes, la mise en œuvre de méthodes d'accompagnement privilégiant les mises en situation professionnelle.

Priorité d'investissement 8.3 - l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises, y compris les micros, petites et moyennes entreprises innovantes

► Objectif spécifique 1 (réf : 1.8.3.1) - Augmenter le nombre de créateurs ou de repreneurs accompagnés et consolider les structures dans la durée

Situation de référence :

La stratégie européenne fait de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprises une des priorités d'investissement du FSE.

Dans ses recommandations à la France², le Conseil indique qu'il est « nécessaire d'encourager la création et la croissance des PME [...] en améliorant les conditions générales propices à l'innovation et à l'entrepreneuriat ».

Avec 538 185 créations d'entreprises en 2013 contre 549 975 en 2012, le nombre d'entreprises créées est en recul. Les femmes ne représentent que 30% des créateurs d'entreprises et ne sont que 28% à la tête d'une PME.

De plus, ces créations ont un taux de pérennité limité. La Cour des comptes³ souligne que les entreprises françaises nouvellement créées présentent des caractéristiques peu favorables à leur pérennité et à leur développement : taille réduite, en nombre d'emplois et en capital. 70 % d'entre elles ont la forme d'entreprise individuelle.

Le profil du créateur est également un facteur important de survie des entreprises créées : les entreprises créées par des demandeurs d'emploi, des personnes de moins de 30 ans ou peu ou pas diplômées ont une moindre durée de vie.

Plus de 70 % des entreprises sont créées sans accompagnement par une structure spécialisée alors que l'accompagnement a un effet sur le taux de pérennisation.

L'intervention du FSE dans ce champ a un impact, comme en témoigne l'enquête sur le taux de survie à trois ans des entreprises dont les créateurs ont fait l'objet d'un accompagnement, conduite dans le cadre des travaux d'évaluation : 70 % des entreprises créées ou reprises en 2009 sont toujours en activité au 31/12/2012.

Les évaluations du programme opérationnel FSE 2007-2013⁴ confortent ces constats : la densification de l'accompagnement à la création et à la reprise d'activité est un facteur clé de réussite des projets. Elles notent que les phases d'appui à l'émergence des projets et d'accompagnement post-crédation, sont déterminantes et moins bien couvertes.

En effet, les aides au soutien de la création d'entreprises sont concentrées sur la phase de création. Les difficultés rencontrées durant la phase de post-crédation et de développement sont insuffisamment intégrées dans les dispositifs actuels.

Concernant le suivi/accompagnement post-crédation, soutenu par le FSE, on note un taux de survie (75 %) supérieur à celui observé dans le cadre des actions consacrées à la seule création/reprise - y compris chez les femmes (68 %) - qui confirme l'importance de ce type de prestations et l'intérêt pour le FSE de soutenir ce type de prestations.

Le vieillissement des chefs d'entreprise dans les TPE-PME crée un besoin supplémentaire en matière d'accompagnement à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Le développement et la consolidation des structures d'utilité sociale constituent également un enjeu compte tenu des besoins à satisfaire et de leurs apports en matière de production, de redistribution et de création d'emplois non délocalisables.

Enfin, une attention toute particulière doit être portée à l'accompagnement de certaines catégories pour lesquelles la création ou la reprise d'activité s'avère plus délicate : les jeunes, les moins qualifiés et les jeunes des quartiers prioritaires, les femmes ainsi que les demandeurs d'emploi.

Changements attendus :

- Améliorer la lisibilité de l'offre de services à destination des créateurs et repreneurs ;
- Développer des outils et méthodologies mutualisés entre les réseaux d'appui à la création.

Cadre régional :

Une ligne de partage entre le volet déconcentré du Programme opérationnel national FSE géré par l'Etat et le Programme opérationnel régional géré par le Conseil régional s'applique :

Sur le volet de gestion Champagne-Ardenne :

² PNR 2013 du 29 mai 2013

³ Rapport d'évaluation « les dispositifs

⁴ Rapport annuel 2012 d'évaluation du programme opérationnel 2007-2013

- Gestion Etat (DIRECCTE) : L'Etat cofinance l'accompagnement des créateurs / repreneurs d'activité, ce qui correspond aux phases amont et aval du projet de création / reprise d'activité, ainsi que l'accompagnement des porteurs du secteur agricole dans le cadre des Points accueil-installation (PAI). En Champagne-Ardenne, les participants bénéficiant de l'appui du dispositif ENVOL ne sont pas éligibles.
- Gestion Conseil régional : Le Conseil régional cofinance les formations professionnelles des demandeurs d'emploi créateur-repreneurs d'entreprises, excluant leur accompagnement amont-aval qui relève de l'Etat.

Sur le volet de gestion Lorraine :

- Gestion Etat (DIRECCTE) : L'Etat cofinance l'accompagnement des projets de création / reprise d'entreprise, la mutualisation des pratiques d'accompagnement et la professionnalisation des réseaux d'accompagnement
- Gestion Conseil régional : Le Conseil régional cofinance, sur le programme régional FEDER, les actions de promotion de l'entrepreneuriat, les investissements matériels et immatériels ainsi que la mise en réseau. Les projets éligibles au PON FSE ne peuvent être éligibles au FEDER.

Types d'actions à financer :

a) L'appui à l'émergence et à l'accompagnement des projets de création ou de reprise d'activité :

- Appui à l'émergence des projets : étude de marché, analyse de la viabilité du projet, diagnostic de la capacité du porteur de projet à le réaliser... ;
- Appui, conseil et accompagnement personnalisé à la création ou à la reprise d'une activité afin d'améliorer la qualité des projets et de sécuriser leur faisabilité : travail sur le projet, facilitation de l'accès aux financements....

b) L'accompagnement post-création / reprise d'une activité et l'appui à la consolidation des activités:

- Les actions d'accompagnement des entrepreneurs ou des dirigeants notamment sur la consolidation du modèle économique et /ou la gestion des ressources humaines (par exemple : actions de formation et de qualification, diversification des financements...) ;
- Les actions d'accompagnement des actions collectives visant la mutualisation des besoins en matière de ressources humaines ;
- Les actions d'accompagnement à la mise en œuvre des stratégies de filière ou de territoires permettant la consolidation économique des activités créées ou en développement, par la diversification des ressources et des partenariats.

Territoires spécifiques visés par ces actions : territoire de Champagne-Ardenne et de Lorraine

Bénéficiaires visés par ces actions : chambres consulaires, opérateurs spécialisés dans le champ de la création/reprise, opérateurs intervenant dans le champ de la création/reprise de structures d'utilité sociale...

Principaux groupes cibles visés par ces actions : les demandeurs d'emploi et les inactifs en particulier issus des publics prioritaires de la politique de la ville, les femmes et les jeunes

Montant minimum de l'aide FSE par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Champagne-Ardenne

Taux de financement FSE maximum : 60% des dépenses totales en Lorraine

Remarque : seuls les projets d'assistance aux personnes sont acceptés. Les projets ne visant que l'accompagnement post-création ne sont pas éligibles. Seuls les projets d'accompagnement visant les demandeurs d'emplois souhaitant créer ou reprendre une entreprise sont éligibles. Voir les indicateurs prévus au PON FSE en annexe A.

Nb : **un** projet peut comprendre plusieurs actions, l'une portant sur de l'assistance aux personnes, l'autre sur du soutien aux structures

► **Objectif spécifique 2 (réf : 1.8.3.2) - Renforcer et mutualiser les pratiques d'accompagnement des créateurs et des repreneurs pour en améliorer la qualité**

Situation de référence :

L'amélioration de l'accompagnement des créateurs et des repreneurs ainsi que le développement de la coordination entre les nombreux réseaux et acteurs constituent deux leviers pour renforcer la qualité de l'offre de services à destination des créateurs et repreneurs. Il s'agit également de mutualiser des savoir-faire sur différents segments ou publics (par exemple, accès aux crédits bancaires, jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville...).

L'amélioration de la qualité de l'accompagnement passe aussi par la conception de nouvelles méthodologies et techniques d'accompagnement aux différentes phases (particulièrement la phase post création/ reprise) ou en direction des publics fragiles afin de résoudre les difficultés spécifiques auxquelles ils sont confrontés.

Changements attendus :

- Améliorer la lisibilité de l'offre de services à destination des créateurs et repreneurs ;
- Développer des outils et méthodologies mutualisés entre les réseaux d'appui à la création.

Types d'action à financer :

- a) **Le renforcement et la mutualisation de l'offre de services au sein des réseaux et/ou entre les différents acteurs qui soutiennent la création et la reprise d'activités et la consolidation des activités :**
- Renforcement et développement de l'ingénierie de l'accompagnement des créateurs et des repreneurs : outils fondés sur l'utilisation des nouvelles technologies, nouvelles méthodologies et techniques d'accompagnement notamment au titre de la phase post création/reprise, échange de pratiques... ;
 - Développer la mutualisation inter réseaux pour une meilleure répartition de l'accompagnement des créateurs et repreneurs ;
 - L'amélioration de l'offre, l'appui technique et l'échange de savoir-faire quant à l'accompagnement de certains publics notamment les femmes et
 - Les personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou sur des segments d'activité (par exemple, accès au crédit bancaire) ;
 - Construire des démarches conjointes entre les différents acteurs sur des thématiques spécifiques et/ou des sujets communs à l'ensemble des projets (services à la personne).
 - Valorisation et diffusion des bonnes pratiques notamment en matière d'accompagnement post création, et de transmission et reprise d'activités, modélisation des expériences.
- b) **La professionnalisation des collaborateurs salariés et bénévoles des réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises et des structures de soutien à la consolidation des activités.**

Territoires spécifiques visés par ces actions : territoire de Champagne-Ardenne et de Lorraine

Bénéficiaires visés par ces actions : chambres consulaires, opérateurs spécialisés dans le champ de la création/reprise d'activité, structures d'utilité sociale ...

Principaux groupes cibles visés par ces actions : salariés et bénévoles des structures spécialisées dans le champ de la création/reprise d'activité et de la consolidation des activités.

Montant minimum de l'aide FSE par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Champagne-Ardenne

Taux de financement FSE maximum : 60% des dépenses totales en Lorraine

Critères de sélection spécifiques à la priorité d'investissement 8.3:

Les opérations soutenues au titre de cette priorité d'investissement seront appréciés au regard de :

- Leur éligibilité par rapport à l'accord de lignes de partage existant entre le PO régional géré par le Conseil régional et le PON FSE ;
- Leur contribution aux différents objectifs spécifiques définis ;
- Leur prise en compte de la priorité donnée à la personnalisation et la mutualisation de l'offre de services en direction des créateurs et repreneurs ;
- Leurs retombées en matière de maintien, de création d'emplois et de valeur économique ;
- L'accompagnement du créateur/repreneur dans la durée ;
- Leur dimension en matière de développement de l'économie sociale et solidaire ;
- Leur dimension en matière de développement durable ;
- Les projets ciblant la création d'activité par les femmes et par les personnes habitants dans les quartiers prioritaires de la politique de ville seront favorisés ainsi que les projets ciblés sur la reprise transmission d'activité.

Priorité d'investissement 8.7 - la modernisation des institutions du marché du travail, telles que les services publics et privés de l'emploi, de façon à mieux répondre aux besoins du marché du travail, y compris par des actions visant à améliorer la mobilité professionnelle transnationale ainsi qu'en faisant appel à des programmes de mobilité et à une meilleure coopération entre les organismes et les parties prenantes concernées

► **Objectif spécifique 1 (réf : 1.8.7.1) - Expérimenter de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises**

Situation de référence :

L'accélération du retour à l'emploi implique d'agir à la fois sur l'employabilité des demandeurs d'emploi et sur l'expertise en matière de recrutement et de gestion des ressources humaines des entreprises, notamment celles qui ne disposent pas des ressources ou de l'expertise suffisante pour recruter.

Pour aller plus loin dans l'adaptation et l'enrichissement de l'offre de services, il s'agit de soutenir le développement d'une nouvelle offre de services adaptée et coordonnée en direction des entreprises, très diverses par leurs tailles et leurs pratiques en matière de gestion des ressources humaines, en ciblant plus particulièrement celles dont les besoins sont les plus importants.

Le FSE doit soutenir les innovations en la matière. Il s'agit d'accélérer la conception de nouveaux services, méthodes, outils, dans les relations avec les usagers et les modes d'organisation. Ces services doivent être créateurs de valeur pour les demandeurs d'emploi et les entreprises pour, in fine, contribuer à placer dans l'emploi les demandeurs d'emploi. Les projets doivent s'inscrire dans des processus progressifs intégrant des phases d'expérimentation, d'évaluation et de capitalisation pour faciliter la diffusion et l'essaimage des bonnes pratiques.

Changements attendus :

- Développer de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises afin de réduire le nombre d'offres non satisfaites ;
- Améliorer la satisfaction des demandeurs d'emploi et des employeurs à l'occasion de l'utilisation de l'ensemble des services d'aide au retour à l'emploi et au recrutement ;
- Renforcer l'usage des nouvelles technologies et des services dématérialisés dans l'offre de services des acteurs de l'emploi ;
- Capitaliser et diffuser les nouveaux savoir-faire acquis.

Types d'actions à financer :

a) Des modalités renouvelées d'accompagnement personnalisé ;

- La création de nouvelles méthodes d'accompagnement dans la perspective d'une meilleure prise en compte des spécificités des publics ;
- Des démarches expérimentales notamment pour :
 - améliorer les parcours d'accès à l'emploi à tous les stades dans une logique de continuum de l'accompagnement vers l'emploi. A ce titre, les phases de diagnostic, d'élaboration de plan d'action et de prescription doivent faire l'objet d'une attention particulière ;
 - créer une dynamique d'accompagnement vers l'emploi partagée entre le conseiller et la personne.

b) Le développement des services via l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) ;

- Développement d'outils et de services accessibles à distance via les nouvelles technologies (« e-services »), à destination des personnes à la recherche d'un emploi ;
- Accessibilité des services à distance pour les personnes ne maîtrisant pas les technologies de l'information, et/ou confrontées à des problématiques spécifiques à prendre en compte lors de l'inscription et tout au long de l'accompagnement proposé.

c) L'innovation dans la relation aux employeurs et dans l'appui au recrutement ;

- Diagnostics et études permettant une connaissance fine et actualisée du bassin d'emploi, des filières, secteurs, et des attentes spécifiques des entreprises ;
- Les diagnostics s'appuieront sur des données sexuées et devront contribuer à enrichir l'évaluation des politiques publiques visant l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et le vieillissement actif ;
- Projets innovants permettant de faire le lien entre les résultats des diagnostics conduits et l'offre de services rendue aux entreprises, aux demandeurs d'emploi et aux inactifs ;
- Développement de nouvelles pratiques de placement eu égard aux besoins des entreprises, de la nécessité de valoriser les compétences et les aptitudes des personnes à la recherche d'un emploi ainsi que des enjeux liés à la sécurisation du maintien dans l'emploi ;
- Prospection des offres d'emploi, notamment dans les très petites entreprises ;
- Appui conseil : en amont et dans la mise en œuvre du processus de recrutement ; par exemple : qualification de l'offre, sélection ciblée de candidatures, mise en relation, appui à la décision et à la finalisation de contrats... ;
- Développement d'outils et de services accessibles à distance, notamment via les nouvelles technologies (« e-services ») à destination des employeurs.

d) La mise en réseau au profit d'une meilleure coordination des interventions en direction des employeurs :

- Développement d'outils visant à renforcer la coopération entre les acteurs : par exemple prospection et collecte des offres d'emploi, mise en place d'actions de prospection partagée, appui coordonné au recrutement... ;
- Conception et mise en œuvre de démarches territoriales associant les acteurs impliqués (branches professionnelles, Education nationale, partenaires sociaux, acteurs territoriaux et associatifs, pouvoirs publics, opérateurs du marché du travail, notamment) pour appréhender les conditions de développement de l'emploi et structurer des plans d'action au profit des publics à la recherche d'un emploi et des employeurs ;
- Ingénierie, test ou expérimentation de nouveaux services pour les jeunes les plus en difficulté à l'appui notamment de médiations vers l'emploi. Il s'agit de renouveler les modalités d'accompagnement à partir des mises en situation professionnelle.

e) Capitalisation des expérimentations conduites, des nouvelles méthodologies développées et diffusion des bonnes pratiques

- Conduite d'évaluations, de travaux de capitalisation et d'échanges, de travaux de synthèse, publications : ces actions s'inscriront dans une logique partagée d'amélioration continue des pratiques des acteurs, visant à identifier les bonnes pratiques, à les partager, les diffuser et les essaimer, voire accompagner leur éventuelle généralisation.

f) La coopération transnationale :

- Les actions soutenues pourront être mises en perspective avec d'autres expériences européennes dans le cadre d'échanges ou de « benchmark », conformément à l'article 10 du règlement n°1304/2013 relatif au Fonds social européen.
-

Territoires visés par ces actions : territoire d'Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne

Bénéficiaires visés par ces actions : service public de l'emploi entendu au sens large et tout acteur du placement.

Principaux groupes cibles visés par ces actions : conseillers du service public de l'emploi entendu au sens large

Montant minimum de l'aide FSE par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Alsace et Champagne-Ardenne

Taux de financement FSE maximum : 60% des dépenses totales en Lorraine

► **Objectif spécifique 2 (réf : 1.8.7.2) - Augmenter le nombre de conseillers formés à de nouveaux services et aux nouvelles modalités d'accompagnement**

Situation de référence :

La professionnalisation des acteurs intermédiaires de l'emploi permettra d'améliorer la qualité des services rendus aux demandeurs d'emploi et aux entreprises. Etant en relation avec les demandeurs d'emploi et les employeurs, les conseillers doivent pouvoir faire face à un large éventail de situations.

Une connaissance approfondie et actualisée du fonctionnement du marché du travail, des entreprises et de leurs besoins permet d'améliorer le ciblage et la qualité des plans d'action en direction des employeurs, il s'agit notamment des plans de prospection des offres d'emploi et des plans de détection des emplois dits dormants. Cette meilleure connaissance des opportunités d'emploi permet également de proposer aux jeunes demandeurs d'emploi un accompagnement mieux ciblé.

L'intervention du FSE doit permettre aux conseillers de se professionnaliser dans l'optique de l'amélioration de la personnalisation de l'offre de services et de l'accompagnement vers et dans l'emploi.

Il ne s'agit pas de financer les plans de formation de tous les acteurs du placement et de l'accompagnement mais de soutenir les actions nécessaires à la professionnalisation des conseillers pour la mise en œuvre des expérimentations et de la prise en compte de leurs résultats dans leurs pratiques professionnelles.

La professionnalisation des conseillers est également nécessaire dans la perspective de la mise en œuvre d'expérimentations et de la prise en compte de leurs résultats dans leurs pratiques professionnelles.

Le FSE doit soutenir les projets de professionnalisation de tous les acteurs de l'accompagnement vers l'emploi.

Dans la mesure où ce type d'action n'a pas été mis en œuvre auparavant par le service public de l'emploi, il n'existe pas de valeur de référence à associer à la valeur cible.

Changements attendus :

Augmenter le nombre de conseillers formés afin d'améliorer la connaissance des conseillers du fonctionnement du marché du travail et ainsi améliorer la qualité du service rendu aux demandeurs d'emploi et aux employeurs.

Cadre régional :

En Champagne-Ardenne uniquement :

Cet objectif spécifique fait l'objet d'une ligne de partage entre le volet déconcentré du Programme opérationnel national FSE géré par l'Etat (DIRECCTE) et le Programme opérationnel régional géré par le Conseil régional :

- **Gestion Conseil régional :** le Conseil régional cofinçant la formation professionnelle des demandeurs d'emploi et inactifs apporte son soutien aux opérations strictement liées à la formation de professionnalisation des acteurs de la formation, de l'orientation et de l'insertion. Le Conseil régional ne cofinance ni les actions d'accompagnement de ces acteurs, ni les actions d'ingénierie au titre du FSE.
- **Gestion Etat :** L'Etat cofinance les actions préalables : analyse des pratiques, mutualisation des pratiques pouvant conduire à la formalisation d'ingénierie préalable à la définition des actions de formation professionnalisante mise en œuvre par le conseil régional.

Types d'actions à financer :

a) L'amélioration de la personnalisation de l'accompagnement en direction des demandeurs d'emploi :

La professionnalisation des conseillers doit porter sur :

- la pertinence du diagnostic ;
- des méthodologies d'accompagnement inscrites dans une dynamique de personnalisation de l'offre de services : approches privilégiant les habiletés, ingénieries de parcours alternatives, accompagnement collectif... ;
- des méthodologies de médiation vers l'emploi qui mobilisent les mises en situation professionnelles, ou l'immersion, comme support de l'accompagnement notamment pour les jeunes...;
- des opérations d'expérimentations et d'innovations destinées aux demandeurs d'emploi ;

- la prise en compte dans les pratiques professionnelles de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations et les difficultés d'accès aux TIC.

b) L'adaptation de l'offre de services aux entreprises :

- connaissance de l'entreprise, capacité à anticiper les besoins en compétences, techniques de prospection des offres... ;
- méthodes et outils de suivi en entreprise dont notamment service après placement, fidélisation, médiation... ;
- dans le cadre d'opérations d'expérimentations ou d'innovations destinées aux entreprises.

c) Formations relatives au suivi caractéristiques et des résultats des participants.

Territoires visés par ces actions : territoires d'Alsace et Champagne-Ardenne

Bénéficiaires visés par ces actions : service public de l'emploi entendu au sens large et tout acteur du placement

Principaux groupes cibles visés par ces actions : conseillers du service public de l'emploi entendu au sens large.

Montant minimum de l'aide FSE annuelle par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Alsace et Champagne-Ardenne

Critères de sélection spécifiques à la priorité d'investissement 8.7:

Les opérations soutenues au titre de cette priorité d'investissement seront appréciés au regard de :

➤ ***Critères spécifiques :***

- La contribution aux différents objectifs spécifiques définis ;
- La prise en compte de la priorité donnée à la personnalisation de l'offre de services ;
- La capacité à élaborer et à expérimenter des solutions permettant une logique de continuum de l'accompagnement vers l'emploi ;
- La dimension partenariale ;
- L'apport en termes de détection des opportunités d'emploi ;

OBJECTIF THEMATIQUE 10 - INVESTIR DANS L'EDUCATION, LA FORMATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR L'ACQUISITION DE COMPETENCES ET L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Priorité d'investissement 10.1 - Réduction et prévention du décrochage scolaire et promotion de l'égalité d'accès à des programmes de développement pour la petite enfance ainsi qu'à un enseignement primaire et secondaire de qualité comprenant des parcours d'apprentissage formels, non formels et informels permettant de réintégrer les filières d'éducation et de formation

- **Objectif spécifique unique (réf : 1.10.1.1) - Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention du décrochage scolaire**

Situation de référence :

Chaque année, 140 000 jeunes en moyenne quittent le système éducatif sans avoir obtenu un diplôme de niveau IV ou V, c'est-à-dire un baccalauréat, un CAP ou un BEP. Cette situation de décrochage scolaire est, pour les jeunes concernés, source de difficultés sociales et économiques majeures : le taux de chômage des 15-24 ans non diplômés approche les 40 %⁵. En 2012, selon les données Eurostat⁶, 11,6 % de la population âgée de 18 à 24 ans a quitté prématurément le système éducatif ou la formation sans être inscrits dans des démarches d'aide à la définition d'un projet professionnel ou d'accompagnement pour acquérir une qualification ou un emploi. Parmi eux, certaines catégories de jeunes sont surreprésentées. Il s'agit notamment des moins qualifiés, celles et ceux victimes de discriminations, ou habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ces données soulignent la nécessité de conduire des interventions ciblées en direction des jeunes en situation de décrochage scolaire. Il s'agit de mettre en place des actions permettant de repérer ces jeunes et de leur offrir des parcours adaptés.

L'Etat s'est fixé pour objectif de prévenir plus efficacement le décrochage scolaire afin de diviser par deux le nombre de jeunes sortant sans qualification du système éducatif d'ici 2017.

Depuis 2013, le volet prévention est renforcé avec, notamment, la désignation de référents dans les établissements du second degré à fort taux d'absentéisme et de « décrochage », le recentrage de l'action des missions de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) et la mise en œuvre d'un nouveau plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme.

Une évaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire, dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique a été lancée en octobre 2013. Le rapport de diagnostic a été publié en juin 2014 et l'équipe projet est actuellement en phase d'élaboration d'un plan action visant à renforcer les actions sur les trois champs de la lutte contre le décrochage : prévention, intervention et remédiation. Ce plan sera présenté à l'automne par le ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et les partenaires.

Il s'agit donc d'accompagner ce mouvement et, par la mise en œuvre de mesures diversifiées de prévention du décrochage, de réduire le nombre de jeunes qui quittent le système scolaire sans solution ainsi que les sorties sans qualification des jeunes.

Changements attendus :

Diminuer le nombre de jeunes en risque de décrochage scolaire prioritairement dans les zones présentant des risques sociaux de décrochage, qu'il s'agisse d'une précarité de vie familiale et d'emploi (France industrielle et périurbaine) ou d'une fragilité culturelle et d'emploi (territoires ruraux ou isolés).

Cadre régional :

Cet objectif spécifique fait l'objet d'une ligne de partage entre le volet déconcentré du Programme opérationnel national FSE géré par l'Etat (DIRECCTE) et le Programme opérationnel régional géré par le Conseil régional :

- Gestion Etat : L'Etat agit en **prévention** du décrochage scolaire (le public ciblé : jeunes sous statut d'élève de l'éducation nationale)
- Gestion Conseil régional : Le Conseil régional cofinance les opérations **post**-décrochage scolaire (public cible = jeunes sortis depuis plus d'un an du système scolaire – le jeune n'est plus sous statut scolaire).

⁵ 37,8% en 2012 pour les jeunes d'un niveau inférieur au secondaire second cycle (lycée) selon la nomenclature Cite Isced11(0-2)

⁶ source : Eurostat, Ifsa_urgaed, France, 07/07/2014

Types d'actions à financer :

a) Le développement d'actions de prévention de l'échec scolaire : appui au développement d'une école bienveillante et exigeante

- Actions de prévention des situations d'exclusion du système scolaire notamment par la formation des équipes éducatives (absentéisme, pratiques d'exclusion, repérage des signes de décrochage, ...) ;
- Appui aux dispositifs de prévention du décrochage scolaire, par exemple : évaluation des difficultés et des besoins, accompagnement individualisé intégrant des modules de rattrapage scolaire, actions de découverte professionnelle, mise en place d'alliances éducatives au sein des établissements et entre établissement et partenaires externes pour organiser le travail pluri-professionnel et mieux prendre en charge les jeunes en difficulté, introduction de nouvelles modalités de formation qui prennent mieux en compte les compétences acquises ainsi que les difficultés d'apprentissage (jeunes « dys » lexiques/praxiques/calculiques, etc » par exemple)...
- Appui à l'accès à l'information et à la diffusion d'information sur les secteurs, les métiers porteurs et le marché du travail pour favoriser l'orientation positive et active. Ces actions pourront prendre appui sur des expérimentations via l'utilisation des technologies de l'information ;
- Appui et accompagnement adaptés des jeunes en risque de décrochage scolaire : élaboration du projet professionnel, renforcement de la souplesse des parcours et de la porosité des solutions proposées aux jeunes (modularité des enseignements, passerelles, ...)
- Appui aux actions de communication et de sensibilisation autour de la problématique du décrochage (grand public, jeunes, parents, communauté pédagogique et éducative)

b) Le renforcement de l'ingénierie et de la mise en réseau :

- Soutien à l'ingénierie notamment pour l'adaptation des enseignements et des pédagogies pour les publics fragilisés ;
- Mutualisation des outils et des pratiques pour permettre d'améliorer la construction des parcours de prévention du décrochage scolaire.

Territoires spécifiques visés par ces actions : territoires d'Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne

Bénéficiaires visés par ces actions : établissements publics, établissements d'enseignement publics et privés, Groupements d'Intérêt Public (GIP), établissements publics scientifiques, culturels et professionnels (universités), structures intervenant dans les champs de la prévention et de la lutte contre le décrochage scolaire

Principaux groupes cibles visés par ces actions : jeunes en risque de décrochage prioritairement dans les zones présentant des risques sociaux de décrochage, qu'il s'agisse d'une précarité de vie familiale et d'emploi (France industrielle et périurbaine) ou d'une fragilité culturelle et d'emploi (territoires ruraux ou isolés).

Montant minimum de l'aide FSE par projet : 20 000€

Taux de financement FSE maximum : 50% des dépenses totales en Alsace et Champagne-Ardenne

Taux de financement FSE maximum : 60% des dépenses totales en Lorraine

Critères de sélection spécifiques à la priorité d'investissement 10.1:

Les opérations soutenues au titre de cette priorité d'investissement seront appréciées au regard du degré d'implication des jeunes et de leurs parents dans les actions les concernant pour améliorer les chances de succès des actions entreprises.